



Recompositions de l'État et coproduction de l'action publique

Les écoles du mouvement Gülen dans la politique étrangère turque au Kurdistan irakien

State reconfiguration and the coproduction of public action
The Gülen movement's schools involvement in Turkish Foreign Policy towards Iraqi Kurdistan

Yohanan Benhaïm



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5262>

DOI : 10.4000/ejts.5262

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Yohanan Benhaïm, « Recompositions de l'État et coproduction de l'action publique », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 21 | 2015, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5262> ; DOI : 10.4000/ejts.5262

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Recompositions de l'État et coproduction de l'action publique

Les écoles du mouvement Gülen dans la politique étrangère turque au Kurdistan irakien

State reconfiguration and the coproduction of public action
The Gülen movement's schools involvement in Turkish Foreign Policy towards Iraqi Kurdistan

Yohanan Benhaïm

Je tiens à remercier le comité éditorial de European Journal of Turkish Studies (EJTS) et plus particulièrement Claire Visier, Gabrielle Angey-Sentuc et Benjamin Gourisse, ainsi que les relecteurs anonymes pour leurs relectures attentives et leurs précieux conseils. Cet article a reçu le soutien de l'ANR Transfaire et du projet Émergence Poltur.

- 1 Cette contribution a pour objectif de comprendre comment l'évolution du rapport de force entre civils et militaires au sein des institutions étatiques transforme le rôle joué par un acteur privé dans la politique étrangère d'un État. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, la remise en question progressive du rôle de l'armée dans la vie politique turque a favorisé l'émergence d'un nouveau paradigme d'action publique faisant évoluer les pratiques de coproduction de la politique étrangère existant entre acteurs étatiques et privés. L'étude de la participation d'acteurs privés à la politique étrangère de la Turquie dans le cadre de ses relations avec la Région autonome kurde d'Irak, loin de mettre en lumière la montée d'un *soft power* turc, permet d'observer les processus d'adaptation de ces acteurs au changement de paradigme de l'action publique.
- 2 Le *soft power* est défini par Nye comme le fait d'« obtenir ce qu'on veut en attirant les autres plutôt qu'en les manipulant par des motivations matérielles. [...] Le *soft power* repose sur la capacité à modeler les préférences des autres pour qu'ils veulent ce que vous voulez » (Nye 2008). Le *soft power* d'un pays peut ainsi prendre deux dimensions. Il peut résider premièrement dans la capacité d'un État à « définir un agenda et à déterminer le cadre du débat » (Nye 2008), ce qui peut se traduire par l'imposition de normes ou d'institutions internationales. Deuxièmement, le *soft power* désigne la

capacité d'un pays à être attractif aux yeux de la population et des dirigeants des autres pays. Cette deuxième dimension du *soft power* peut puiser à plusieurs sources telles que les valeurs politiques du pays, sa politique étrangère et sa culture (Nye 2004). Dans ce dernier cas notamment, Nye souligne que le *soft power* des États-Unis est davantage le produit de l'activité de la « société civile » que des institutions gouvernementales (Nye 2013).

- 3 La littérature existante abordant la thématique du *soft power* pour le cas de la Turquie insiste aussi souvent sur le rôle des acteurs privés dans la politique de la Turquie à l'étranger, que ce soit pour le promouvoir ou dans le cadre d'une réflexion plus critique (Öktem, Kadioğlu, Karlı 2012). Certains travaux s'inscrivent plus largement dans la construction d'une analyse de la politique étrangère turque qui a émergé depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP autour du triptyque « démilitarisation – démocratisation – *soft power* ». Ce paradigme explicatif, porté à la fois par la littérature académique et certains discours officiels, s'articule en trois idées interdépendantes. L'arrivée au pouvoir de l'AKP aurait conduit à la démilitarisation du système politique, synonyme de démocratisation. Ce processus de démocratisation favorise l'affirmation de la société civile qui prend un rôle de plus en plus important dans la politique étrangère turque (Altunışık 2008 ; Davutoğlu 2010). Enfin, le développement du rôle des acteurs privés dans la politique étrangère turque est l'un des moteurs du *soft power* de la Turquie sur la scène internationale (Kalin 2011). Le recours accru au concept de *soft power* dans la littérature scientifique semble ainsi révélateur de l'influence du discours politique de l'AKP au moment où ce dernier renforce son contrôle sur les structures étatiques à la fin des années 2000. Cette valorisation du concept de *soft power* se fait en parallèle à la remise en question progressive du pouvoir de l'armée au sein du système politique turc et participe ainsi à délégitimer les instruments militaires de la politique étrangère turque.
- 4 Cependant, le concept de *soft power* ne nous aide pas à comprendre le rôle des acteurs privés dans la politique étrangère de la Turquie et favorise au contraire une certaine confusion conceptuelle. En effet, l'ensemble des dynamiques de coproduction de politiques par des acteurs publics et privés ne peut pas être réduite au concept de *soft power*. Contrairement à ce que laisse à penser une partie de la littérature sur le sujet, il n'existe ainsi pas de lien de causalité automatique entre le développement des activités du secteur privé à l'étranger et le *soft power* d'un État. Si les acteurs privés s'inscrivent dans des dynamiques transnationales peuvent en effet avoir des activités complémentaires à celles des institutions étatiques dans leur domaine, quand elles ne pallient pas leur absence¹, les phénomènes de coproduction de la politique étrangère restent dans la majorité des cas dissociés de l'émergence réelle ou supposée du *soft power* d'un État. Des acteurs privés peuvent ainsi participer à la définition d'une ligne diplomatique avec les acteurs étatiques sans pour autant être facteur de *soft power* sur la scène internationale. À l'inverse, des acteurs non étatiques peuvent favoriser la diffusion d'une image positive d'un pays, alors même qu'ils ne sont aucunement associés à la prise de décision en matière de politique étrangère. Le cas des écoles Fezalar liées au mouvement de Fethullah Gülen au Kurdistan d'Irak nous permet de remettre en question les apports heuristiques du concept de *soft power*. Comme d'autres acteurs privés qui ont participé à la diffusion d'une image positive de la Turquie sous le gouvernement AKP, les écoles Fezalar se sont implantées dans la région avant l'arrivée de celui-ci au pouvoir. Malgré leur présence au Kurdistan d'Irak depuis 1994, les écoles n'ont pas participé à « modeler les préférences » des autorités kurdes irakiennes au

cours de ces années. Cependant, les transformations des rapports de force entre civils et militaires au sommet de l'État turc au cours des années 2000 ont poussé les écoles Fezalar à s'adapter à ce nouveau contexte politique en faisant évoluer leurs activités au Kurdistan irakien. Le mouvement Gülen a profité de ces transformations politiques en Turquie pour modifier son positionnement sur le dossier kurde irakien et ses relations avec la politique étrangère turque.

- 5 La question n'est donc pas de savoir si les écoles Fezalar participent au *soft power* de la Turquie. Il faut au contraire s'émanciper de ce concept afin de prendre la distance nécessaire avec certains discours de légitimation politique. Notre questionnement réside davantage dans l'étude de l'évolution des modes de production de l'action publique à la lumière des articulations existant entre les évolutions de la scène politique turque, la fabrique de la politique étrangère et les activités transnationales des acteurs privés. Notre hypothèse principale est que les écoles Fezalar nous offrent la possibilité d'observer les évolutions des modalités de coproduction de la politique étrangère turque dans le cadre d'une perte de pouvoir progressive de l'institution militaire.
- 6 La remise en question du rôle des militaires dans la vie politique turque avec l'arrivée de l'AKP en 2002, et la fragilisation des fondements cognitifs de la politique étrangère turque au Kurdistan irakien au cours des années 2000 a ouvert la voie à une crise de paradigme telle que l'a défini Peter Hall. L'« accumulation d'anomalies » a en effet favorisé « un déplacement de la configuration de pouvoir de la politique publique et entraînent une concurrence étendue entre les paradigmes rivaux » (Hall 1993). La phase de compétition institutionnelle durant laquelle s'effectue la transition progressive d'un paradigme à un autre ouvre une fenêtre d'opportunité à certains acteurs privés tels que le mouvement de Fethullah Gülen, leur permettant de participer à la production de ce nouveau cadre cognitif au sein d'une « nébuleuse réformatrice² » (Topalov 1999). Dans le cas de la politique turque au Kurdistan d'Irak, la remise en question d'un cadrage cognitif sécuritaire lié à la lutte contre le PKK en Turquie s'est ainsi effectué au profit d'un paradigme d'action publique renouvelé privilégiant la valorisation du partage d'une culture, d'une histoire et d'intérêts économiques communs entre la Turquie et les Kurdes d'Irak. Sur le plan institutionnel, ce changement paradigmatique a accompagné la prise de contrôle de ce dossier d'action publique par le gouvernement de l'AKP au détriment des militaires à la fin des années 2000. Ce processus a participé à transformer les activités des institutions Fezalar au Kurdistan irakien au milieu des années 2000, en modifiant certains discours et pratiques de ses membres. Les effets retours de ce changement paradigmatique sur l'acteur privé mettent en valeur le caractère réciproque de cette coproduction, le nouveau paradigme de politique étrangère qu'il a participé à construire le transformant à son tour. Il semble ainsi que la *cemaat*³ a été en mesure de coproduire en partie la politique étrangère turque du fait des évolutions de la scène politique en Turquie et non grâce à ses capacités de diffusion d'une image positive du pays dans la région.
- 7 Les recherches que nous avons menées sur les institutions Fezalar permettent de vérifier ces hypothèses. La littérature existant sur le sujet, souvent produite par des auteurs proches du mouvement, reproduit dans les grandes lignes le discours de la *cemaat* sur la question (Akyol 2008 ; Kirk 2011), qui valorise les écoles comme lieux d'échanges et de tolérance entre les différentes communautés de la région, en

n'abordant pas ou peu les relations à la politique étrangère turque et à ses évolutions⁴. Deux séjours de recherche au Kurdistan d'Irak ont permis de constituer un corpus d'entretiens afin de compléter l'apport de ces sources écrites. Il a ainsi été possible d'interviewer une dizaine d'ancien(ne)s étudiant(e)s aux âges et aux profils sociologiques diversifiés ayant effectué leur scolarité au cours des années 2000 dans les écoles Fezalar situées dans différentes villes de la région (Erbil, Suleymaniye, Halabja). D'autres entretiens ont été effectués auprès de cadres de la *cemaat* en Turquie et au Kurdistan irakien (une dizaine), de professeurs et de parents d'élèves. En vue de mieux saisir l'évolution qu'ont connue les écoles depuis les années 1990, des entretiens avec d'anciens professeurs et responsables d'écoles ayant travaillé au sein des écoles au cours des premières années d'installation du mouvement dans la région se sont avérés fort utiles. Des rencontres avec des représentants de partis politiques irakiens, des hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation du GRK⁵ en charge des relations avec les institutions privées, et des représentants de la TUSKON⁶ en Turquie ayant des activités économiques au Kurdistan d'Irak ont aussi permis de mieux saisir certaines dimensions des relations entre la *cemaat* et les acteurs politiques et économiques du GRK⁷. Enfin, ces deux séjours de recherche se sont avérés complémentaires car ils ont eu lieu avant et après l'éclatement de la grave crise qui a secoué les relations entre l'AKP et la *cemaat* à partir de décembre 2013⁸.

- 8 Dans le cadre d'une étude diachronique de l'implantation des écoles Fezalar au Kurdistan irakien, nous étudierons dans un premier temps la période entre 1994, date de l'installation des écoles, et 2005, date des premières remises en question de la politique étrangère turque, puis entre 2005 et 2012. Afin de comprendre l'évolution des modalités de coproduction de la politique étrangère turque sur ce dossier et les répercussions sur les écoles Fezalar, nous étudierons au sein de chacune de ces deux premières parties, la nature de la relation entre la politique étrangère turque et la *cemaat*, puis son idéologie et son organisation sur place, avant de comparer l'attractivité des écoles au cours des deux périodes. Enfin, nous reviendrons dans un dernier moment sur la fin du partenariat entre l'AKP et la *cemaat* qu'il est possible d'observer depuis le début des années 2010, et sur les conséquences de la crise de décembre 2013 au Kurdistan d'Irak.

I. Les différentes dimensions des établissements Fezalar dans le cadre de la politique ethno-sécuritaire de la Turquie (1994-2005)

- 9 Du début des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000, la politique étrangère de la Turquie au Kurdistan d'Irak constitue un monopole de l'institution militaire. À cette époque, l'action des écoles Fezalar semble s'inscrire dans le même paradigme ethno-sécuritaire que celui de la politique étrangère turque. Cependant, le succès des écoles et leur capacité à diffuser une image positive de la Turquie est à relativiser.

Régime sécuritaire et politique étrangère turque au Kurdistan irakien

- 10 Le coup d'État du 12 septembre 1980 entraîne la mise en place d'un régime sécuritaire en Turquie. Ce régime se caractérise en termes institutionnels par la domination des institutions sécuritaires dans le champ politique, notamment à travers le MGK [*Milli*

Güvenlik Kurulu, Conseil national de sécurité]. L'idéologie de la sécurité nationale [*milli güvenlik*] justifie cette subordination des autres institutions par la nécessité de défendre la Turquie contre ses ennemis intérieurs comme extérieurs (Cizre 2003 ; Dorronsoro 2005). En produisant des valeurs et une manière de définir les problèmes qui s'appliquent à l'ensemble des domaines d'intervention étatique, cette idéologie constitue alors le paradigme dominant des politiques publiques en Turquie.

- 11 En matière de politique étrangère, cette domination des institutions sécuritaires est favorisée par la fragilité qui caractérise les gouvernements de coalition de l'époque. Au cours des années 1990 ce ne sont pas moins de douze ministres des Affaires étrangères qui se sont succédé, et à partir du milieu de la décennie, les nominations de diplomates sont de plus en plus politisées par les différents partis (Robins 2002). Dans ce contexte de fragmentation du jeu politique fragilisant l'efficacité de la diplomatie turque, il a été facile pour l'armée de monopoliser certains dossiers de politique étrangère. Le dossier chypriote ou, depuis la première guerre du Golfe de 1990-1991, le dossier kurde irakien constituaient ainsi des monopoles de l'institution militaire. La manière dont la Turquie définit ses relations avec les Kurdes d'Irak est étroitement liée à la mainmise de l'armée et des autres institutions de sécurité sur la gestion du dossier kurde sur la scène domestique. La position turque vis-à-vis de la région kurde d'Irak se définit comme une politique de lignes rouges, exacerbée par l'invasion américaine de 2003 qui accentue en Turquie le sentiment d'insécurité. Premièrement, l'État turc exige des Kurdes d'Irak qu'aucun soutien ne soit accordé au PKK contre lequel de nombreuses opérations militaires transfrontalières sont lancées au cours des années 1990 et 2000. Deuxièmement, Ankara craint l'émergence d'un Kurdistan indépendant au Nord de l'Irak qui pourrait inciter sa propre population kurde à faire de même. Enfin, la Turquie ne souhaite pas voir la ville de Kirkouk sous le contrôle des partis politiques kurdes, de peur que les réserves d'hydrocarbures de son sous-sol ne tombent entre leurs mains et en vue de défendre les droits de la minorité turkmène particulièrement présente dans cette ville du nord de l'Irak.
- 12 Les Turkmènes d'Irak ont ainsi une place particulière dans la politique étrangère turque. La proximité de certains des membres de la diaspora turkmène d'Irak en Turquie avec les institutions sécuritaires explique en partie le fait que leur défense ait été définie comme l'un des objectifs de la politique étrangère turque et qu'ils aient aussi joué le rôle de « sous-traitant » de cette politique sur le terrain, notamment à travers des partis politiques tels que le Front turkmène d'Irak, [*Irak Türkmen Cephesi*, ITC]. Cette politique de soutien à la minorité turcophone d'Irak peut se lire aussi comme une expression d'un syndrome de Sèvres⁹ en partie déterritorialisé. Comme dans le cas de Chypre, la menace pesant sur des minorités turcophones à l'étranger justifie l'intervention de la Turquie en dehors de ses frontières, dans une région qu'elle n'a reconnue comme irakienne qu'en 1926. Sauver ces Turcs de l'extérieur de l'oppression kurde en Irak représente ainsi le combat en miroir de la guerre pour la défense de l'intégrité du territoire national que mène l'armée contre les militants du PKK à l'intérieur des frontières du pays. Obsession territoriale et analyse raciale de l'histoire participent donc à la construction de ce référentiel ethnico-sécuritaire dans lequel s'inscrit la politique étrangère turque au Kurdistan irakien du début des années 1990 au milieu des années 2000.

Une implantation articulée à la politique étrangère turque

13 L'implantation en 1994 des institutions éducatives Fezalar liées à la *cemaat* dans les régions kurdes d'Irak s'effectue donc à un moment spécifique de la politique étrangère turque, mais aussi de l'histoire du mouvement de Fethullah Gülen. Depuis le coup d'état de 1980, les activités du mouvement ont bénéficié d'un contexte propice à leur développement en Turquie où l'armée au pouvoir a favorisé l'investissement des acteurs privés dans le domaine éducatif. Le coup d'état militaire de 1980 a par ailleurs valorisé officiellement la « synthèse turco-islamique », pensée selon laquelle la religion musulmane tient une place particulière chez les Turcs, du fait des ressemblances, réelles ou supposées, entre les normes islamiques et les pratiques antérieures à l'introduction de l'islam dans les cultures turciques (Copeaux 1997). Cette idée, également partagée par Fethullah Gülen et ses fidèles, a joué un rôle non négligeable dans les choix d'implantation du mouvement à l'extérieur de la Turquie après l'effondrement de l'Union soviétique. Le début des années 1990 se caractérise en effet par l'ouverture d'une fenêtre d'opportunités pour le mouvement qui bénéficie de l'évolution du contexte international et national pour sortir de son positionnement isolationniste et projeter ses activités à l'étranger. Les républiques nouvellement indépendantes d'Asie centrale, ou les régions à population turcophone des anciens pays du bloc de l'Est (Russie, Ukraine, Moldavie) sont ainsi des destinations privilégiées par les fidèles de Fethullah Gülen qui y voient un moyen de renforcer les liens avec les autres peuples turciques et de les ramener à la foi musulmane (Balçı 2003).

14 C'est dans ce cadre que peut se lire l'implantation des institutions Fezalar au Kurdistan irakien via un phénomène de décharge de la politique d'influence culturelle de la Turquie à cet acteur non étatique. Les écoles ont ainsi vraisemblablement été installées dans le but premier d'aider en priorité les Turkmènes d'Irak, de la même manière que les Tatars de Crimée ou les Gagaouzes des Moldavie à la même époque. Fethullah Gülen raconte dans une interview parue en 1996 dans le magazine *Aktüel Para* sa version de la genèse des écoles :

Lorsque nous avons ouvert les écoles pour les Turkmènes à Erbil, Talabani dominait avec Barzani (la région, nda). J'ai fait dire à notre cher Président :

« Je vois comme une obligation personnelle que l'État ouvre une école au nord de l'Irak, alors que là-bas les Kurdes affligent les Turkmènes. Si vous ne le faites pas, sachez que nous allons le faire ».

Ils m'ont dit de faire comme on voulait.¹⁰

15 Plus qu'un simple accord, il semblerait que les écoles aient bénéficié du soutien de l'État turc dans leur processus d'installation, à une époque où des troupes de l'armée turque étaient stationnées dans le nord de l'Irak dans le cadre de l'opération *Provide Comfort*¹¹. Un des premiers professeurs à avoir enseigné au Kurdistan d'Irak raconte ainsi son arrivée en Irak. Son récit fait apparaître autant les synergies existantes entre l'armée turque et les groupes présents sur place que l'ingénuité des membres du mouvement envoyés pour enseigner dans les écoles :

Un militaire que nous connaissions nous a mis dans un camion avec les militaires de l'ONU et nous a fait passer la frontière. [...] Nous sommes passés par la route des montagnes qui était contrôlée par les militaires parce que les grands axes étaient tous contrôlés par les Kurdes. [...] puis nous sommes allés au bureau du Front turkmène (l'ITC, ndlr) accompagnés par deux voitures remplies d'une dizaine de

miliciens turkmènes armés quand on est arrivés à notre hôtel. Nous avons très peur...¹²

- 16 De la même manière, malgré la volonté actuelle des membres du mouvement de minimiser la place du « facteur turkmène » dans leur installation et en particulier les contacts antérieurs avec le Front turkmène d'Irak, ce parti a vraisemblablement aidé le mouvement dans les tout premiers moments de son installation sur place, avant que ce dernier ne s'en éloigne rapidement. Un autre professeur raconte ainsi :

En décembre 1994, à un moment où il y avait beaucoup de combat entre le PDK (Parti démocratique du Kurdistan, ndlr) et l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan, ndlr) nous avons ouvert la première école. Mais ce n'était pas notre école. Elle a été ouverte avec l'aide de l'ITC qui nous a donné deux salles dans une école qu'ils géraient. C'est après qu'on a eu notre propre école.¹³

- 17 Au-delà de quelques rares points de convergence idéologique, la coopération entre les différents acteurs de la politique étrangère turque et la *cemaat* s'explique par plusieurs raisons. Le pragmatisme des fidèles de Fethullah Gülen les a poussés à rechercher l'appui de l'État turc, et plus particulièrement des institutions sécuritaires, qui étaient alors des acteurs incontournables dans la région kurde irakienne. Du fait de l'instabilité de la situation sécuritaire notamment liée à la guerre civile qui éclata en 1994 entre le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, cette proximité permettait aussi aux institutions Fezalar de sécuriser un minimum leur personnel et de se développer dans la région. Un professeur affirme ainsi :

L'armée nous a beaucoup aidée ! Même si ils devaient nous haïr par certains côtés, ils ont vu que nous aidions la politique étrangère turque... Pour ouvrir notre école à Souleymaniye nous avons deux lettres de soutien : une du vali d'Erbil, et une de leur part.¹⁴

- 18 Dans l'entretien cité plus haut avec Gülçin Tahiroğlu en 1996, Fethullah Gülen explique aussi : « [...] le MIT comme les institutions de renseignement qui étaient là-bas ont toujours été associés à ce travail. Et même lorsqu'Erbil a été bombardé, ils n'ont rien fait à notre école. Ni l'Irak, ni Barzani ». Enfin, il semblerait qu'un des objectifs de ces écoles soit aussi directement lié à la volonté d'améliorer l'image de la Turquie au-delà de la population turkmène d'Irak. Au cours du même entretien, Fethullah Gülen souligne que « s'ils (les Kurdes, nda) construisent quelque chose dans notre environnement, s'il y a un jour un État autonome, je crois à l'utilité (de ces écoles, nda) pour apaiser leur violence et leur colère ». Dans les premières années de leur installation, les écoles sont ainsi pensées par la *cemaat* et avec le soutien de l'État turc, comme un vecteur d'influence dans le cadre d'une politique plus large dont les instruments et les objectifs se définissent comme relevant davantage du *hard power*. La coexistence de ces différentes dimensions au sein des écoles a pu avoir des effets contre-productifs et semble en partie expliquer les limites de l'attractivité de ces dernières de 1994 au milieu des années 2000.

Le développement limité des écoles

- 19 Le premier public visé par les écoles semble ainsi avoir été les élèves de la minorité turkmène d'Irak, bien que très vite, des élèves kurdes les aient intégrées. Cet objectif initial explique en partie l'aide qu'ont reçue les premiers enseignants de la part de l'ITC et de Turkmènes ayant des postes de direction au sein du ministère de l'Éducation. Les étudiants turkmènes dans les écoles semblent y être surreprésentés au cours des

années 1990. Le prestige des écoles poussait ainsi certains hauts responsables politiques turkmènes à y inscrire leurs enfants. Cependant, bien qu'à l'époque la demande de la population turkmène soit forte, ses besoins dans le domaine éducatif étaient déjà pris en charge par d'autres institutions. Les écoles turkmènes avaient été fermées en Irak en 1974, quelques années à peine après avoir été autorisées, le régime baathiste prétextant l'intervention turque à Chypre pour accentuer sa répression sur la population turkmène du pays (Bayraktar 2008). Depuis le début des années 1990 cependant, le Croissant Rouge turc distribuait de l'aide humanitaire aux populations turkmènes et aidait l'ITC à développer des activités éducatives dans la région. Fort du soutien financier de l'État turc, l'ITC gérait ainsi de nombreuses écoles communautaires à destination de la minorité turkmène¹⁵. Par ailleurs, les relations entre les Turkmènes d'Irak et ceux de Turquie favorisèrent le financement de ces institutions éducatives par des mécènes issus de la diaspora turkmène. La présence de cette diaspora chez le voisin turc permit aussi aux étudiants turkmènes détenteurs d'un certain capital économique et social de partir en Turquie pour poursuivre leur scolarité, alors que d'autres bénéficiaient de bourses d'études de l'État turc. Par conséquent, l'existence de ces différentes opportunités pour la population turkmène fait que les écoles Fezalar ne furent ni le seul, ni le plus important vecteur d'influence de la Turquie auprès des populations turkmènes durant ces années.

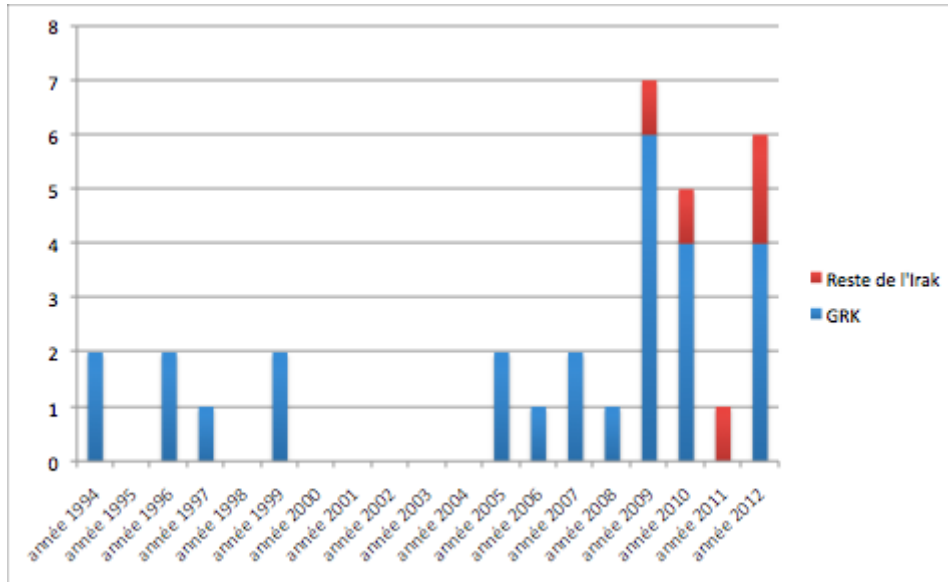
- 20 Les relations du mouvement avec les partis politiques turkmènes aux premiers moments de son installation dans la région ainsi que le caractère ethnico-sécuritaire de la politique étrangère turque à l'époque ont aussi pu pénaliser ses activités pendant un temps. Il faut en effet plusieurs mois pour que l'UPK, au pouvoir à Erbil jusqu'à la prise de la ville par le PDK en 1996, dépasse sa méfiance initiale vis à vis du mouvement et accepte l'ouverture officielle d'une école dans la ville¹⁶. De la même manière, les institutions Fezalar peinent à attirer des élèves kurdes en leur sein du fait de cette même méfiance concernant les objectifs. Un professeur turc enseignant durant les premières années d'installation au Kurdistan irakien témoigne ainsi :

Oui on nous regardait comme des agents tout simplement parce que les seuls Turcs qu'il y avait à l'époque c'était les agents ! [...] Les Kurdes avaient peur de nous, ils nous évitaient, on disait que nos écoles étaient les écoles du MIT, et cela a duré des années.¹⁷

- 21 Cette situation perdure jusqu'au cours des années 2000 et n'est pas sans conséquences sur la capacité des écoles, souvent désignées comme étant « pour les amis des Turcs »¹⁸, à attirer des élèves kurdes. Cependant, le prestige lié à la qualité de l'éducation dispensée dans les lycées Fezalar, associé à la réputation de grande moralité du personnel enseignant, parvient malgré tout à attirer des élèves issus de l'élite kurde. La gratuité de l'enseignement et les bonnes relations entre Ankara et le PDK qui est au pouvoir à Erbil avec la fin de la guerre civile favorisent aussi l'intégration de ces élèves kurdes à partir de 1996.
- 22 Les moyens limités du mouvement à cette période expliquent aussi son succès mitigé. Les écoles, alors gratuites pour les étudiants, sont financées par les dons des hommes d'affaires. Il semblerait que les dons des entrepreneurs turcs originaires de Gaziantep aient été la principale source de financement des écoles au cours des années 1990, du fait des liens importants unissant ces hommes d'affaires à ceux du Kurdistan irakien, et notamment à la région de Zakho¹⁹. Cependant, ce mode de financement n'a pas toujours pu répondre aux besoins des écoles et des professeurs. L'énumération des conditions matérielles difficiles qu'a connues le mouvement durant ces années est aujourd'hui

valorisée dans le discours des cadres afin de souligner le caractère désintéressé des écoles, et de se distancier des professeurs turcs bien mieux payés enseignant à l'époque dans les écoles de l'ITC. Ce manque d'autonomie vis-à-vis du mécénat des entrepreneurs turcs a ainsi visiblement rendu les écoles Fezalar dépendantes de l'évolution de la situation économique en Turquie.

Figure 1. Les écoles Fezalar : nombre d'établissements ouvert par an en Irak et lieu d'implantation (1994-2012)



- 23 Comme le montre la figure 1 ci-dessus, la *cemaat* a été en mesure d'installer sept établissements en Irak sur la période 1994-1999. Cependant, aucun lycée n'a été ouvert par la suite, et cela jusqu'en 2005. Notre hypothèse est que cette longue période de stagnation s'explique en partie par les difficultés que rencontre l'économie turque à l'époque. La contraction de l'économie turque limite ainsi le financement des écoles par les hommes d'affaires qui voient leurs activités diminuer.
- 24 Il est ainsi possible d'observer le développement important des activités de l'entreprise Fezalar après 2005 et notamment après 2009 (fig. 1). Or ces années correspondent à la réorientation progressive de la politique étrangère turque vis-à-vis de la Région autonome kurde d'Irak. Le constat de l'évolution parallèle de la politique étrangère turque et de l'implantation des écoles de la *cemaat* dans la région nous invite à poser la question du rôle de cet acteur dans le changement de politique et des conséquences de ce changement sur ses propres activités.

II. Les transformations sur la scène domestique en Turquie et la reconfiguration des modalités de coproduction de la politique étrangère (2005-2012)

- 25 À partir du milieu des années 2000, le produit de plusieurs dynamiques internes au champ politique turc va conduire au changement de paradigme de la politique étrangère d'Ankara au Kurdistan irakien. La *cemaat* va elle-même participer à la définition d'un nouveau paradigme d'action publique, au sein d'une « nébuleuse

réformatrice » favorable à une autre politique turque dans la région. En parallèle le mode de fonctionnement des écoles Fezalar évolue et les relations transfrontalières entre la Turquie et l'Irak s'intensifient, notamment entre les espaces kurdes des deux voisins, ce qui a un impact sur le mouvement même. L'évolution de la politique de la Turquie et de celle du mouvement au Kurdistan irakien permet aux écoles de développer leur attractivité, tout en produisant des effets retours inattendus.

Les limites du paradigme sécuritaire

- 26 La remise en question progressive du régime sécuritaire par l'AKP, associée à l'accumulation d'échecs d'Ankara sur le dossier kurde irakien, conduit à un changement de paradigme de la politique étrangère turque se traduisant par une attitude plus conciliante vis-à-vis d'Erbil à la fin des années 2000. Après l'arrivée au gouvernement de l'AKP en 2002, et surtout à partir de son second mandat en 2007, un bras de fer s'engage pour la définition du régime politique dans le pays entre le parti de Recep Tayyip Erdoğan et l'armée turque. Sur le terrain judiciaire, le procès Ergenekon contre les membres d'un groupe nationaliste soupçonné de chercher à renverser le gouvernement s'ouvre en 2007 et l'AKP est menacé de fermeture l'année suivante. La politique étrangère turque connaît en parallèle certaines évolutions, notamment du fait de la valorisation de la thèse d'Ahmet Davutoğlu sur la profondeur stratégique, qui milite pour une stratégie du « zéro problème avec les voisins »²⁰. Dans ce contexte de tensions politiques, l'une des expressions de cette opposition va être la politisation de certains dossiers d'action publique. La politique turque au Kurdistan irakien va ainsi devenir l'un de ces dossiers, au fur et à mesure que la politique conduite par les militaires turcs va révéler ses lacunes.
- 27 Dès les années 2000, le paradigme sécuritaire avait en effet montré ses limites sur le dossier kurde irakien. La présence des forces américaines depuis l'invasion de l'Irak en 2003 avait commencé à remettre en question la toute-puissance des forces armées turques dans le nord du pays. L'incident de Suleymaniye du 4 juillet 2003 durant lequel des membres des forces spéciales furent arrêtées par l'armée américaine a ainsi représenté un message clair adressé par les États-Unis aux autorités militaires turques²¹. Par ces détentions, Washington a clairement montré que la région kurde d'Irak n'était plus le pré carré de l'armée turque qu'elle avait pu constituer durant les années 1990. Quelques années plus tard, c'est la stratégie politique des autorités militaires et de leurs alliés locaux qui fut remise en cause. Ankara comme la diaspora turkmène en Turquie tendaient ainsi à surévaluer la présence turkmène en Irak autant que la popularité des partis politiques turkmènes soutenus par l'État turc (Quesnay 2011). Cependant les faibles résultats de l'ITC aux premières élections de l'Irak post-Saddam Hussein de 2005 remirent en question cette perception. Ce parti politique aidé par Ankara n'obtint en effet que 0,7 % des voix à l'échelle nationale et 10,9 % des voix dans le gouvernorat de Kirkouk, alors même que ce gouvernorat était censé regrouper le plus grand nombre de Turkmènes²². Enfin, la campagne militaire transfrontalière *Güneş Operasyonu* (Opération Soleil) de février 2008 contre les militants du PKK en Irak, se solda par de faibles résultats et de fortes tensions avec Washington. Cette opération semble ainsi représenter une sorte de baroud d'honneur des tenants du paradigme sécuritaire à l'heure où ce dernier était de plus en plus remis en question par les partisans d'une autre politique.

28 En effet, alors qu'auparavant il était difficile de voir une réelle différence entre les politiques défendues par l'armée et le gouvernement sur ce dossier, la question de la reconnaissance officielle du GRK comme interlocuteur devint un point clivant à partir de 2007. La conséquence directe de cette compétition à l'intérieur du champ étatique est le caractère multivocal alors pris par la politique étrangère turque. À l'image de la politique étrangère d'États fédérés ou de régions donnant plusieurs voix à un État sur un dossier (Duchacek, Latouche, Stevenson 1988), différents acteurs aux positions divergentes au sein d'un même État peuvent provoquer le même phénomène. Les vifs échanges qui eurent lieu par médias interposés à ce sujet entre Erdoğan et Yaşar Büyükanıt, le chef d'état-major de l'époque, illustrent ainsi cette multivocalité de la politique étrangère où l'enjeu est bien de savoir quel acteur est légitime pour déterminer si oui ou non les représentants kurdes irakiens sont des interlocuteurs crédibles pour Ankara (Özcan 2010 ; Benhaim 2014). Le transfert progressif du dossier kurde irakien des mains des militaires à celles du ministère des Affaires étrangères au cours des années 2007-2008 marqua la fin de cette compétition. Ce passage ouvrit la voie à une nouvelle politique turque vis-à-vis du KRG, marquée par le développement des flux commerciaux et l'amélioration des relations diplomatiques facilitée par l'ouverture d'un consulat à Erbil en 2010.

L'émergence d'une nébuleuse réformatrice

29 Comme le souligne Peter Hall, le passage d'un paradigme d'action publique à un autre, enclenché par la crise du premier paradigme, ouvre la voie à une compétition entre paradigmes qui « peut déborder les limites de l'État et concerner l'ensemble de l'arène politique » (Hall 1993). Il semble que ce soit le cas en Turquie à la fin des années 2000, où le caractère multivocal de la politique étrangère turque, lié au contexte de fortes tensions interinstitutionnelles, a participé à étendre ce débat au-delà des cercles étatiques. Cette nouvelle configuration a favorisé l'évolution du rôle des acteurs privés dans la production de la politique étrangère, en leur offrant une fenêtre d'opportunité pour faire remonter certaines de leurs revendications. Dans ce contexte, la *cemaat* et d'autres acteurs en profitent pour participer à la production d'un nouveau paradigme. Les années 2000 voient ainsi des acteurs favorables à une autre politique se mobiliser au sein de ce qui peut être décrit comme une « nébuleuse réformatrice » (Topalov 1999) qui participa à l'émergence d'un nouveau cadre cognitif et accompagna le changement de politique étrangère.

30 Ce nouveau « sens commun » sur le dossier kurde irakien se caractérise par la volonté de dissocier la lutte contre le PKK des relations avec les partis politiques kurdes irakiens afin de développer les échanges transfrontaliers entre la Turquie et la partie kurde d'Irak. Cette nouvelle orientation est vue comme susceptible de faire évoluer à la fois la question kurde en Turquie et la politique étrangère turque dans la région. De bonnes relations avec Erbil ouvriraient la voie à l'essor d'activités économiques potentiellement bénéfiques pour le développement du Sud-Est turc et contribueraient par la même occasion à ancrer la Turquie dans son environnement régional en lui faisant jouer un rôle plus important. La nébuleuse portant ce nouveau paradigme d'action publique était composée d'acteurs privés et étatiques. Au sein de l'État turc, les partisans d'Ahmet Davutoğlu voyaient dans cette nouvelle politique une application de la doctrine de « zéro problème avec les voisins ». Les nostalgiques des années Özal, quant à eux, pouvaient y voir un écho à ce qui avait été amorcé au début des années

1990²³. Parmi les acteurs non étatiques, les revendications des hommes d'affaires soucieux de développer leurs activités avec une région en pleine reconstruction participèrent aussi à la formulation de cette nouvelle vision (Özdemirkıran 2013). Enfin, la *cemaat* joua aussi un rôle dans la construction de cet argumentaire réformateur, notamment à travers l'organisation de forums portant sur la question kurde.

- 31 Les deux forums organisés par la plateforme Abant²⁴ en Turquie et au Kurdistan irakien en 2008 et en 2009 illustrent la manière dont la *cemaat* participe au sein de la nébuleuse réformatrice à la construction d'un nouveau paradigme de politique étrangère. Une première rencontre intitulée « Le problème kurde : rechercher ensemble le futur et la paix » est organisée par la plateforme Abant à Bolu en juillet 2008. Parmi les déclarations finales publiées à la suite de la conférence, le point n° 10 insiste sur le fait qu'« avec l'ensemble des peuples vivant en Irak, les Kurdes sont nos frères » et sur la nécessité de développer des relations amicales avec le KRG. À la suite de cette première réunion, l'impossibilité d'organiser un second événement à Diyarbakır suite aux menaces du PKK poussa les organisateurs à choisir Erbil comme nouveau lieu de rencontre. Cette seconde conférence, où près d'une centaine d'invités vinrent de Turquie, fut suivie de la publication d'un communiqué similaire qui insista quant à lui sur la communauté de destin des peuples du Moyen-Orient et plus particulièrement sur les liens fraternels unissant Turcs et Kurdes. Le communiqué souligna la nécessité d'abandonner l'ensemble des « politiques basées sur l'ethno-nationalisme », de garantir l'ouverture de la frontière entre la Turquie et l'Irak et d'ouvrir un consulat turc à Erbil. La participation du consul turc à Mossoul Hüseyin Avni Botsalı illustre l'intérêt porté par la diplomatie turque à cette conférence. Par ailleurs, Fethullah Gülen lui-même y fit lire un message, soulignant l'importance donnée à cette conférence par la *cemaat*. Enfin, le fait que parmi les deux principaux organisateurs côté kurde irakien figure l'ancien représentant du PDK à Ankara, qui représente l'un des principaux acteurs de la diplomatie kurde irakienne vis-à-vis de la Turquie est aussi significatif. L'étude de l'organisation de cet événement montre ainsi qu'il a pu avoir lieu car il répondait à la fois aux besoins d'intermédiaires locaux, d'autorités kurdes irakiennes favorables à un rapprochement avec Ankara, et d'acteurs politiques turcs désireux d'établir un nouveau dialogue avec Erbil²⁵.
- 32 L'organisation d'une telle conférence souligne donc l'importance des relations d'interdépendance entre acteurs étatiques et privés durant les phases de transition. Cette période de démilitarisation a ainsi offert une large marge de manœuvre à la plateforme Abant tout en permettant au gouvernement d'y puiser un argumentaire pour sa politique étrangère et d'éviter l'éventuel coût politique qu'aurait représenté à cette époque un contact direct avec le GRK. Cette participation de la *cemaat* à la production d'un nouveau paradigme traduit aussi une dynamique antérieure de transformation du mouvement. Depuis le milieu des années 2000, les établissements Fezalar au Kurdistan d'Irak avaient en effet connu de profondes mutations illustrant cette volonté du centre de modifier le mode de fonctionnement des établissements dans la région.

La restructuration des écoles Fezalar et l'intensification des liens transnationaux

- 33 À partir de 2005, la nouvelle équipe en place à la tête de l'entreprise Fezalar fait évoluer le mode d'implantation des écoles, le recrutement du personnel enseignant et le financement de l'institution. Comme le montre le graphique exposé fig. 1, non seulement les ouvertures d'écoles reprennent à partir de 2005, mais le nombre d'ouvertures par année augmente fortement à partir de 2009. Il semblerait ainsi que le changement de la politique étrangère turque ait bénéficié à l'entreprise Fezalar qui en a profité pour aussi s'implanter hors de la région kurde d'Irak. Il est à noter que ce développement des écoles dans le reste de l'Irak se fait la même année que l'accession d'Ahmet Davutoğlu au poste de ministre des Affaires étrangères, et dont la politique de « zéro problème avec les voisins » se développe au cours de ces années. Cette recrudescence dans le nombre d'ouvertures d'écoles peut également s'expliquer par l'amélioration des conditions sécuritaires et économiques en Irak, et notamment dans la région kurde du pays. Elle trouve aussi sa place dans une stratégie de reprise en main des écoles par le centre du mouvement à partir de 2005. Le nouveau directeur des écoles Fezalar venu cette année-là d'Istanbul, où il dirigeait les prestigieux établissements éducatifs Fatih, entreprend alors une restructuration du personnel enseignant. Si le critère de compétence est mis en avant par la direction, il semblerait que le critère idéologique ait joué aussi un rôle. On observe en effet une homogénéisation du personnel enseignant, les professeurs étant presque exclusivement recrutés au sein du mouvement à partir de cette date. Par ailleurs, le mode de financement des écoles évolue au même moment. L'amélioration des conditions économiques dans la région kurde et, surtout, le retour des Kurdes irakiens immigrés d'Europe ont profondément transformé la structure de la demande. Les exigences des familles augmentèrent en parallèle avec leur pouvoir d'achat, ce qui permit à la nouvelle direction d'augmenter sensiblement le prix des inscriptions des écoles qui avaient cessé d'être gratuites en 2003²⁶. Cette transformation du modèle économique de l'entreprise Fezalar eut pour effet de développer et de diversifier les ressources du mouvement en Irak. Cela permit aussi à l'entreprise Fezalar de s'autonomiser vis-à-vis des financements des hommes d'affaires turcs, bien qu'elle continuât de jouer le rôle d'intermédiaire entre ces derniers et d'éventuels partenaires kurdes irakiens.
- 34 Cette évolution des écoles en Irak se fait en parallèle à l'intégration croissante de leurs activités au sein de dynamiques transnationales. La *cemaat* était active en Turquie avant d'étendre ses activités à l'étranger. Depuis la fin des années 1980, des écoles privées, des cours préparatoires [*dershane*] et des centres de lecture ont été installés à Urfa et Diyarbakır, puis dans de l'ensemble des régions kurdes du pays. À partir de 2004, les activités du mouvement connaissent un développement important (Kalyoncu 2008 ; Koç 2013) et Fethullah Gülen encourage en 2007 ses fidèles à investir davantage dans les régions kurdes de Turquie alors que les institutions Fezalar accueillent de plus en plus d'élèves au cours des mêmes années²⁷. Cette dynamique d'expansion des établissements du mouvement à la fin des années 2000 se produit au grand dam du PKK qui y voit le nouveau visage de l'assimilationnisme de l'État turc et les attaque régulièrement²⁸. Ce développement en parallèle des activités de la *cemaat* dans les espaces kurdes d'Irak et de Turquie est concomitant de la circulation d'un même discours des deux côtés de la

frontière. L'ignorance, la pauvreté et la division sont désignées comme autant de maux qui doivent être combattus par le développement de l'éducation via les écoles et le renforcement des liens entre Kurdes et Turcs par la religion. Professeurs et cadres des écoles mettent aussi l'accent sur une sensibilité partagée entre Turcs et Kurdes, un cadre cognitif et émotionnel commun, preuve de la bonne entente naturelle entre les deux peuples. L'héritage commun de Saïd Nursi, penseur kurde de Bitlis dont se revendique Fethullah Gülen, est aussi valorisé par les membres turcs comme kurdes du mouvement en Irak. Dans le cadre de ce discours, le PKK est parfois comparé à « l'Ergenekon des Kurdes²⁹ », nationaliste, militariste, laïque, et souhaitant construire des frontières entre les peuples. À cette circulation du discours répond aussi une circulation des membres du mouvement au sein des réseaux de la *cemaat* présents dans les espaces kurdes d'Irak et de Turquie. La présence d'établissements liés au mouvement des deux côtés de la frontière offre des opportunités aux élèves comme aux professeurs d'inscrire leur trajectoire personnelle et professionnelle dans ce qui semble se dessiner comme un sous-espace d'action transnational kurde au sein de la *cemaat*. Ainsi, un grand nombre de professeurs et de surveillants (*ağabey* et *abla*³⁰) venant de Turquie dans les institutions Fezalar sont issues de familles kurdes ou originaires de l'est du pays, ce qui est vraisemblablement le produit d'une politique centralisée du mouvement pour accroître son attractivité au sein des populations kurdes irakiennes. Dans le cas des mobilités de l'Irak vers la Turquie, les professeurs conseillent souvent aux étudiants de poursuivre leurs études au sein des universités liées au mouvement en Turquie, en les orientant notamment vers l'université Zirve de Gaziantep, ville dont sont originaire de nombreux hommes d'affaires investissant dans la région kurde d'Irak. L'ouverture de l'université Salaheddine Eyyubi à Diyarbakır, elle aussi liée à la *cemaat*, s'accompagne d'un nouvel effort promotionnel au sein des écoles qui favorisent ainsi la circulation transnationale des étudiants et contribuent à la promotion d'une image positive de la Turquie ainsi montrée comme porteuse d'une identité kurde et musulmane³¹. Depuis 2013, le festival des Cultures sœurs d'Anatolie et de Mésopotamie fait venir des étudiants des écoles Fezalar dans certaines villes kurdes de Turquie pour valoriser la culture et la musique de la région. Ce festival connaît un certain succès et bénéficie du soutien des associations d'enseignants locaux liées à la *cemaat*, mais aussi d'hommes d'affaires liés à la TUSKON pour ses tournées dans les villes telles que Bismil, Ergani, Bitlis, Silvan, ou encore Cizre.

La *cemaat* face à la question nationale dans les écoles et parmi ses membres

- 35 Le caractère kurde de la région où se sont implantées les institutions Fezalar est à l'origine de défis spécifiques qui se posent à la *cemaat* au Kurdistan d'Irak, malgré des ressemblances évidentes avec les autres écoles du mouvement ailleurs dans le monde. Comme dans d'autres écoles liées au mouvement de Fethullah Gülen (Balcı 2003 ; Angey-Sentuc 2015), les établissements Fezalar séduisent par la qualité de l'éducation qui y est prodigué, l'apprentissage de l'anglais et l'ouverture sur l'international qu'ils proposent à une époque où les relations économiques avec la Turquie connaissent un impressionnant développement. L'attention portée par le personnel des écoles Fezalar à garder un contact régulier avec les familles des élèves et leur capacité à tisser des liens étroits avec ces derniers, et ce même après la fin de leur scolarité, leur permet de remettre en question les préjugés existant dans certaines familles d'étudiants à

l'encontre des Turcs ou de la Turquie³². Le fait que les professeurs soient restés en 2003 alors que des rumeurs circulaient au sein de la population civile au sujet d'une possible attaque de l'armée irakienne contre Erbil a aussi augmenté le prestige des écoles. De plus, l'évolution des écoles et l'articulation croissante de leurs activités aux dynamiques transnationales existant entre la Turquie et l'Irak, et plus particulièrement entre les zones kurdes de ces deux pays, est l'un des facteurs qui participe à augmenter leur attractivité auprès du public kurde irakien selon certains étudiants.

36 Cependant, dans un contexte local marqué par un fort sentiment national, et face à la sensibilité de certains élèves vis-à-vis des revendications du mouvement kurde de Turquie, le corps enseignant des établissements Fezalar doit parfois faire face à des tensions, ponctuelles et localisées, liées notamment à l'évolution de la situation de l'autre côté de la frontière. Afin de les prévenir, il est interdit de discuter de politique au sein des établissements. Les rares cas de questionnements plus ou moins provocateurs de la part d'étudiants parfois évoqués par les anciens élèves peuvent aussi être des occasions saisies par le corps professoral pour se distancier par rapport à la politique conduite par l'État turc. Les professeurs soulignent alors qu'ils sont justement là pour participer à améliorer les relations entre les deux peuples. Certains étudiants interrogés font état de quelques dérapages nationalistes de la part de professeurs Turcs ou de promotion explicite du gouvernement AKP par ces derniers ou par les surveillants. Un étudiant raconte ainsi qu'à la fin des années 2000, lorsque les relations entre la *cemaat* et l'AKP étaient bonnes, lors des discussions du soir : « notre *ağabey*, nous a d'abord parlé de Saïd Nursi, puis de Fethullah Gülen, et ensuite il nous a expliqué pourquoi Recep Tayyip Erdoğan était bon pour les Kurdes³³ ». Il semblerait cependant que ce cas soit isolé, et que la norme se définisse plutôt par une promotion indirecte de la Turquie. Le mouvement parvient ainsi à renvoyer une image positive du pays et de ses habitants même auprès des élèves ayant grandi dans le cadre de familles très nationalistes. Cette promotion de la Turquie et de valeurs telles que la dévotion envers son pays produit aussi des effets paradoxaux chez certains étudiants. Ainsi une ancienne élève reconnaît que ce sont les valeurs transmises par les professeurs au lycée, notamment l'implication et le devoir vis-à-vis de son pays, qui lui ont permis de développer un sentiment nationaliste qui la rend critique du mouvement aujourd'hui³⁴.

37 Ces paradoxes liés aux circonstances particulières d'implantation des écoles au Kurdistan d'Irak et à leur articulation croissante aux dynamiques transnationales se retrouvent au sein même du mouvement en en faisant apparaître la complexité. Le développement des écoles auprès des populations kurdes irakiennes n'a ainsi pas fait l'unanimité au sein de la *cemaat*³⁵. De la même manière, les membres kurdes irakiens du mouvement travaillant dans les écoles font état de tensions passées avec certains membres venant de Turquie. Au cours d'un entretien, un membre de la *cemaat* travaillant au sein des institutions Fezalar raconte :

C'est comme partout, il y a de tout, il y a des nationalistes ici aussi... Par exemple, ces personnes ne veulent pas dire Kurdistan, ils ne veulent pas parler de ce genre de choses. [...] Mais c'était surtout avant, je n'en vois plus beaucoup aujourd'hui.

38 La diversité croissante des sensibilités nationalistes au sein du mouvement, indissociable du phénomène d'indigénisation de la *cemaat*, fait apparaître aussi différentes interprétations du discours officiel. La dénonciation de la division des peuples turc et kurde par le nationalisme et les frontières héritées du traité de Lausanne s'accompagne souvent d'un discours nostalgique de l'ottomanisme par certains membres du mouvement. Ce même discours sur la division et l'importance de

l'héritage ottoman est aussi parfois interprété selon une lecture nationaliste kurde par certains anciens élèves devenus membres du mouvement et professeurs dans les écoles. Ainsi, si l'islam est reconnu comme le ciment unissant Turcs et Kurdes, certains des versets du Coran sont cités pour légitimer la valorisation de l'identité kurde et la division dénoncée avec le plus de vigueur tend à être celle dont souffrent les Kurdes de la région³⁶. Cette vision est cependant loin de faire l'unanimité chez les membres kurdes d'Irak dont certains soulignent à l'envie que « le but de la *cemaat* n'est pas de construire de nouvelles frontières mais de faire disparaître les frontières existantes³⁷ ». Des divergences similaires entre la réception du discours de la *cemaat* à son centre en Turquie et à sa périphérie au Kurdistan irakien existent au sujet de la place de Saïd Nursi dans le mouvement. Alors que les représentants du mouvement à Istanbul peuvent sous-estimer le rôle du penseur kurde dans la popularité de la *cemaat* au Kurdistan d'Irak, les entretiens avec des membres kurdes irakiens laissent apparaître cet héritage de la pensée de Saïd Nursi chez Fethullah Gülen comme l'un des premiers critères expliquant leur adhésion. Il n'est aussi pas rare que le débat sur la manière dont l'auteur des *Risale-i Nur* doit être appelé provoque de vives discussions parmi les membres kurdes irakiens du mouvement travaillant comme enseignants. Certains membres reproduisent en effet un débat existant aussi en Turquie³⁸ (Alakom 1998 ; Çakır 1998) et reprochent ainsi à la dénomination officielle choisie par le mouvement – Saïd Nursi – de gommer volontairement l'identité kurde que lui-même aurait revendiqué selon eux en souhaitant se faire appeler Molla Saïd-i Kurdî³⁹.

- 39 L'importance du contexte kurde peut aussi expliquer pourquoi alors même que le nombre d'écoles au Kurdistan irakien n'a jamais été aussi important, il est en comparaison plus difficile pour les établissements Fezalar de recruter leurs professeurs auprès de leurs anciens élèves. À titre de comparaison, dans un pays tel que l'Azerbaïdjan où les écoles de la *cemaat* se sont implantées à la même époque, il semblerait que les écoles parviennent à recruter plus de professeurs et à intégrer davantage d'élèves dans le mouvement⁴⁰. Cette difficulté particulière rencontrée au Kurdistan d'Irak est dénoncée par les professeurs comme la conséquence de la faible valorisation du métier d'enseignant dans la région. Cependant, le fait que cette professionnalisation au sein des écoles soit aussi vue comme une turquification de la part de certains étudiants peut aussi jouer un rôle dans cette dynamique.

III. La fin du partenariat entre la *cemaat* et l'AKP au Kurdistan irakien

- 40 Au mois de décembre 2013, une crise sans précédent éclata entre l'AKP et la *cemaat* de Fethullah Gülen⁴¹. Cette crise vint accélérer une dynamique de marginalisation du mouvement Gülen déjà en cours au Kurdistan irakien depuis le début des années 2010. Elle a cependant des implications importantes pour le mouvement dans les espaces kurdes d'Irak et de Turquie.

La remise en question progressive de la position d'intermédiaire de la *cemaat*

- 41 À partir du milieu des années 2000, la *cemaat* a tiré profit de ce qu'il est possible de définir comme une rente d'intermédiation. L'intensification des échanges à partir de

ces années rendirent nécessaire l'existence d'intermédiaires entre acteurs politiques et économiques turcs et kurdes irakiens. L'exemple de l'organisation des conférences par la plateforme Abant évoqué précédemment illustre dans quelle mesure la *cemaat* a bénéficié de cette situation de transition en Turquie pour jouer un rôle d'intermédiaire politique durant ces années. Le directeur des institutions Fezalar décrit ainsi la deuxième partie des années 2000 comme une époque où :

Nous avons commencé à faire plus de réunions, à recevoir plus des gens, nous leur montrions que notre école pouvait être un pont, pouvait favoriser la communication entre la Turquie et les gens ici, [...] il n'y avait pas d'autres endroits où demander des conseils sur la Turquie à l'époque, avant il n'y avait pas de consulat⁴².

- 42 C'est justement ce quasi-monopole de l'intermédiation, rendu possible par l'ancienneté de l'installation des institutions Fezalar et par l'habileté de ses dirigeants, qui va être progressivement remis en question à partir du début des années 2010. La *cemaat* a elle-même participé à l'apparition des conditions favorables à sa propre marginalisation. L'installation d'un consulat turc à Erbil en mars 2010, qui était une mesure soutenue par le mouvement⁴³, a ainsi grandement favorisé le développement d'une relation directe entre le gouvernement turc et le GRK. De plus, c'est à partir de ces années que les relations se dégradent entre Fethullah Gülen et le gouvernement AKP qui s'opposent sur certains dossiers tels que les relations avec Israël, le processus de négociation avec le PKK en Turquie⁴⁴ ou encore les manifestations de Gezi. Cette perte de confiance réciproque entre la *cemaat* et l'AKP a aussi participé à cette perte d'influence du mouvement. Enfin, le rapprochement entre Ankara et Erbil a aussi été accéléré par l'éclatement de la guerre en Syrie en 2011 puisque les deux voisins partagent les mêmes craintes face à l'instabilité régionale et au développement de l'influence du PKK. C'est ainsi une relation de parti à parti qui se met en place progressivement, dans laquelle l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan et le PDK de Massoud Barzani sont devenus les seuls acteurs de ce partenariat régional privilégié.
- 43 Le fait que le PDK de Massoud Barzani puisse lui aussi se passer de la *cemaat* pour ses relations avec le gouvernement turc fragilise la position des écoles dans la région. À partir de 2009, le ministre de l'enseignement supérieur de l'époque, Dlawer Ala'Aldeen, a fait fermer certains établissements liés au mouvement en prétextant de la mauvaise qualité de l'enseignement. Le recteur de l'université Ishik témoignait ainsi en 2012 que le ministère de l'Éducation leur avait demandé de rendre des bâtiments donnés précédemment par le gouvernement régional⁴⁵. Même si la *cemaat* bénéficie toujours de la tolérance du GRK qui n'a pas pris de mesures majeures contre les écoles, certains membres importants du parti de Massoud Barzani s'avèrent hostiles au mouvement qu'ils soupçonnent notamment de soutenir le parti d'opposition Gorran fondé en 2009⁴⁶. Cette profonde méfiance a été d'autant plus dommageable aux institutions Fezalar que désormais « le PDK n'a plus besoin d'eux (la *cemaat* ndlr) pour faire le lien avec l'AKP » comme le souligne un proche du parti⁴⁷.
- 44 Cette perte d'influence se traduit aussi sur le terrain économique. À la fin des années 2000, le poids des entreprises liées au mouvement était important⁴⁸. Cependant, au fur et à mesure que le commerce entre les deux voisins s'est développé, le poids relatif de ces dernières a diminué. En parallèle, de moins en moins d'entreprises font appel au mouvement pour jouer le rôle d'intermédiaire afin d'entrer en contact avec les entreprises ou les autorités locales. Cette tendance s'explique par la dégradation des relations avec l'AKP mais aussi par le fait que les entrepreneurs de Turquie

« connaissent maintenant la route » selon une expression utilisée par l'un d'entre eux, et n'ont donc plus le même besoin d'intermédiaire qu'ils pouvaient avoir par le passé. Une partie des entreprises liées à la TUSKON s'est aussi réorientée vers d'autres marchés d'exportation du fait de ces tensions sur la scène nationale ne favorisant pas le développement de leurs activités en Kurdistan d'Irak, mais aussi du fait de l'offre plus importante venue de Turquie. Un représentant de la KASIAD, la branche de la TUSKON à Kızıltepe explique : « avant c'était avantageux de travailler là-bas (au Kurdistan irakien ndlr), mais aujourd'hui tout le monde est installé là-bas, la concurrence est trop forte⁴⁹ ». En plus des conséquences économiques des tensions politiques, les entreprises liées au mouvement souffriraient ainsi de ce qui pourrait être appelé le « paradoxe du pionnier » : en faisant partie des premières entreprises à s'installer sur place, ces entrepreneurs ont valorisé un marché et ont ainsi dynamisé les investissements d'autres entreprises turques sur ce marché, participant ainsi à l'avènement d'une situation concurrentielle trop importante pour leur maintien dans la région. Enfin, la signature d'un accord entre Ankara et Erbil dans le domaine énergétique fin 2013 renforce la marginalisation des entreprises proches de la *cemaat* qui ne sont pas intégrées à ces marchés représentant désormais une part importante des échanges entre les deux voisins. Le GRK connaît depuis janvier 2014 une grave crise budgétaire liée au non-versement de la part du budget fédéral qui lui est destiné par les autorités de Bagdad⁵⁰ et aux dépenses militaires engagées dans la guerre contre l'État islamique depuis la prise de Mossoul au mois de juin de la même année. Dans ces conditions, les revenus du pétrole qui passe à travers le pipeline reliant la région de Kirkouk au port turc de Ceyhan représentent une part importante du budget du GRK, malgré la chute du prix du baril au cours de l'année 2014.

Les conséquences de la crise de décembre 2013 sur les activités du mouvement dans les espaces kurdes d'Irak et de Turquie

- 45 L'évolution de dynamiques structurelles aux relations entre Ankara et Erbil a commencé à progressivement remettre en question la position d'intermédiaire de la *cemaat* plusieurs années avant l'éclatement de la crise de décembre 2013. Cependant cette crise qui fonde la rupture d'une ampleur jamais vue auparavant entre l'AKP et le mouvement de Gülen eut des répercussions sur les activités du mouvement dans la région. Si les enregistrements du mois de décembre 2013 concernant des affaires de corruption touchant des membres du gouvernement et des proches de Recep Tayyip Erdoğan ont été les premiers à être diffusés sur internet, ils n'ont pas été les seuls. Quelques semaines plus tard, en février 2014, c'est la conversation téléphonique de deux hommes d'affaires proches de l'AKP, Hayrettin Özaltın et Mehmet Cengiz, qui est diffusée sur Internet. Au cours de cette conversation, ces entrepreneurs qui ont d'importants intérêts financiers au GRK tiennent des propos racistes contre les Kurdes, ce qui ne manqua pas de faire scandale jusqu'à la Grande Assemblée nationale de Turquie⁵¹.
- 46 Cet événement a constitué le début d'une intense guerre médiatique entre la presse pro-gouvernementale et la *cemaat* au sujet des institutions Fezalar au Kurdistan irakien. La presse pro-gouvernementale commença quelques semaines plus tard une violente campagne de dénigrement à l'encontre de ces institutions. Le journal *Yeni şafak* a ainsi accusé le mouvement d'être à l'origine de la diffusion des enregistrements d'hommes

d'affaires proches de l'AKP, et d'avoir même formé à cet effet une équipe de spécialistes opérant depuis une station d'enregistrement située dans la ville de Kirkouk⁵². Le quotidien *Akşam*, repris par *Sabah* et d'autres journaux, a quant à lui affirmé que les écoles Fezalar faisaient plus de 15 milliards de dollars de bénéfice et que les parents retiraient en masse leurs enfants des écoles suite à la crise de décembre 2013, des informations qui apparaissent très exagérées⁵³. Des enregistrements de discussions qui semblent avoir été tenus entre des administrateurs des écoles concernant le prix de certaines fournitures scolaires ont été diffusés sur Internet en vue de ternir l'image des établissements Fezalar au cours des mois qui suivirent. De son côté, la *cemaat* a organisé elle aussi une campagne de communication afin de répondre à ces accusations. Le quotidien *Zaman* a donné la parole à Talip Büyük, directeur des écoles Fezalar, qui a vivement contesté ces affirmations⁵⁴. Un livre d'entretiens intitulé *Fethullah Gülen et la question kurde* [*Fethullah Gülen dîd û pirsî kûrd*] a été publié dans une maison d'édition proche du mouvement et a été l'un des livres les plus vendus de la Foire internationale du livre d'Erbil qui s'est tenue au début du mois d'avril 2014. Enfin, le mouvement a bénéficié de certains contacts au sein de la chaîne d'information *Rudaw TV*, la plus importante de la région kurde d'Irak, qui a organisé une interview en décembre 2013 de Mustafa Yeşil, directeur de la Fondation des journalistes et des écrivains et proche de Fethullah Gülen.

- 47 Au début de l'année 2014, le Premier Ministre Erdoğan demanda au président de la région kurde d'Irak, Massoud Barzani, de fermer les écoles liées au mouvement de Fethullah Gülen. Cette demande ne semble pas avoir été suivie d'effet. Comme tient à le rappeler le directeur des écoles Talip Büyük, l'entreprise Fezalar est une entreprise irakienne enregistrée auprès du ministère de l'Éducation, et il ne serait pas légal de la fermer pour des raisons politiques⁵⁵. De plus, du fait de l'importante crise budgétaire évoquée plus haut, il semble difficile pour le GRK d'être en mesure de remplacer les services proposés par les institutions Fezalar. Cependant, les vives tensions qui régissent ses relations avec l'AKP ne sont pas non plus sans conséquences pour le mouvement sur place. Les terrains et les bâtiments utilisés par les institutions Fezalar ne sont pas la propriété de l'entreprise mais du GRK et peuvent lui être retiré à tout moment, ce qui place l'entreprise dans une situation potentiellement inconfortable si la situation venait à évoluer. Malgré les réfutations des cadres du mouvement au Kurdistan d'Irak, cette crise n'est pas non plus sans conséquence sur l'attractivité des écoles dont le succès était justement fondé sur leur capacité à représenter des voies d'accès vers la Turquie. Un homme d'affaire proche du mouvement témoigne ainsi :

D'habitude à cette période de l'année (mai-juin, ndlr) mon téléphone n'arrête pas de sonner, les gens qui veulent inscrire leurs enfants dans les écoles me demandent si je peux les aider. Cette année, je n'ai reçu aucun appel [...]. Les gens veulent garder leurs distances par rapport à eux (la *cemaat*, ndlr).⁵⁶

- 48 La peur d'un stigmatisme négatif que pourrait représenter le passage dans les universités du mouvement pour une carrière professionnelle en Turquie pourrait être l'une des raisons de cette tendance. De manière similaire, ce contexte n'est pas favorable à une indigénisation du mouvement au sein duquel le « ticket d'entrée » devient de plus en plus coûteux au fur et à mesure que les relations s'enveniment avec le gouvernement turc.

Conclusion

- 49 Malgré la perception qu'ont pu avoir les observateurs de la politique étrangère turque et le discours du personnel venu de Turquie travaillant dans les écoles Fezalar, les activités éducatives de la *cemaat* ne participent pas à l'émergence d'un *soft power* tel que défini par Joseph Nye. Elles ne contribuent pas à définir l'agenda ou les formes du débat dans un sens favorable aux intérêts d'Ankara dans le cadre de sa relation avec Erbil. D'autres acteurs privés tels que les compagnies pétrolières jouent davantage ce rôle-là mais des recherches restent à conduire. Par ailleurs, si les écoles Fezalar participent en effet à la promotion d'une image positive de la Turquie, il s'avère difficile de mesurer leur rôle dans l'attractivité du pays auprès des élèves. En effet d'autres facteurs comme la présence d'autres acteurs privés turcs, la situation économique en Turquie, l'amélioration des relations entre Ankara et Erbil, et malgré un certain retard, l'aide apportée par la Turquie au GRK dans la lutte contre l'État islamique, participent aussi, si ce n'est davantage, au développement d'une meilleure image de la Turquie auprès de ces élèves comme d'une grande partie de la population au Kurdistan irakien.
- 50 La participation des écoles Fezalar à la production d'une partie de la politique étrangère turque a donc été rendue possible grâce à la transformation du rapport de force entre civils et militaires en Turquie. Cet épisode de coproduction est en effet le produit d'une remise en question du paradigme sécuritaire, du contexte de compétition politique et institutionnelle en Turquie, et de l'émergence d'une « nébuleuse réformatrice » se fondant sur l'activisme de réseaux nationaux et transnationaux. Ce cas d'étude met donc en exergue le fait que les réseaux transnationaux se voient impliqués dans la production de l'action publique à l'étranger selon l'évolution des coalitions mobilisées pour le contrôle du pouvoir sur la scène nationale. Le conflit opposant l'AKP à la *cemaat* depuis décembre 2013 peut donc être replacé dans la continuité des luttes de pouvoir qui ont ponctué l'histoire des institutions étatiques turques au cours des dernières décennies. Cependant, la marginalisation du mouvement de Gülen auquel ce conflit participe au Kurdistan d'Irak dévoile une évolution du système de production de la politique étrangère turque. La remise en question du statut d'intermédiaire de la *cemaat* et l'importance croissante des relations interpersonnelles entre le président Recep Tayyip Erdoğan et le président de la région Massoud Barzani, est à l'origine d'une dynamique actuelle de concentration du processus de décision alors même que depuis la première guerre du Golfe, la politique étrangère turque au Kurdistan d'Irak s'illustre par l'importance des pratiques de coproduction présidant à sa formation.
- 51 Enfin, il est possible que les conséquences de la crise de décembre 2013 sur le mouvement ne soient pas les mêmes dans les espaces kurdes de Turquie. Comme en témoigne un membre Kurde irakien de la *cemaat* de retour d'un séjour en Turquie :
- Avant, les écoles passaient pour être très proches de l'AKP, mais heureusement le 17 décembre a eu une conséquence positive : ça a changé cette vision-là. Maintenant les gens savent que la *cemaat* n'est pas liée à un parti, que c'est vraiment neutre, ça nous a fait beaucoup de bien. C'est l'âge d'or de la présence de la *cemaat* chez les Kurdes de Turquie en ce moment.⁵⁷
- 52 Cependant, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de la rupture avec l'AKP dans les espaces kurdes du pays sur le long terme et les conséquences du retour de la guerre en Turquie à partir de l'été 2015 sur le rôle du mouvement Gülen dans ces régions.

BIBLIOGRAPHIE

- Akyol, Harun (2008). "An Alternative Approach to Preventing Ethnic Conflict: The Role of the Gülen's Schools in Strengthening the Delicate Relations Between Turkey and the Iraqi Kurds with Particular Reference to the 'Kirkuk Crisis'", texte publié à l'issue de la conférence "Islam in the Age of Global Challenges, Alternative Perspectives on the Gülen Movement," Université de Georgetown, novembre 2008. URL: http://gyv.org.tr/content/userfiles/pdf/makale-was-harun_aykol.pdf.
- Alakom, Rohat (1998). « Said Nursi entre l'identité kurde et l'identité musulmane », *Les Annales de l'Autre Islam* 5 "Islam des Kurdes", pp. 317-332.
- Altunışık, Meliha Benli (2008). "The Possibilities and Limits of Turkey's Soft Power in the Middle East," *Insight Turkey* 10 (2), pp. 41-54. URL: http://file.insightturkey.com/Files/Pdf/insight_turkey_vol_10_no_2_2008_altunisik.pdf.
- Angey-Sentuc, Gabrielle (2015). « Le mouvement musulman turc de Fethullah Gülen en Afrique subsaharienne : faire l'école au transnational », *Politique africaine* 3 (139), pp. 23-42. DOI : 10.3917/polaf.139.0023.
- Balcı, Bayram (2003). *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris-Istanbul, Maisonneuve et Larose-IFEA.
- Bayraktar, Damla (2008). « La politique de diaspora parmi les Turcs d'Irak », mémoire de master, Université de Galatasaray, 88 p. Non publié.
- Benhaïm, Yohanan (2014). « Quelle politique kurde pour l'AKP ? », *Politique Étrangère* 2, pp. 39-50. DOI : 10.3917/pe.142.0039.
- Çakır, Ruşen (1998). « La vie religieuse à la frontière turco-kurde : le cas d'Elazığ », *Les Annales de l'Autre Islam*, 5 « Islam des Kurdes », pp. 351-370.
- Cizre, Ümit (2009). "Emergence of the 'Government's' Perspective on the Kurdish Issue," *Insight Turkey* 11 (4), pp. 1-12. URL: http://file.insightturkey.com/files/pdf/insight_turkey_vol_11_no_4_2009_cizre.pdf.
- Cizre, Ümit (2003). "Demythologizing the National Security Concept: the Case of Turkey," *The Middle East Journal* 57 (2), pp. 213-229. URL: http://www.ata.boun.edu.tr/htr/documents/312_10/Cizre,%20Umit_Demythologizing%20the%20National%20Security%20Concept_The%20Case%20of%20Turkey.pdf.
- Constantin, François (1999). « La privatisation de la politique étrangère à partir de la scène africaine », *Pouvoirs* 88, pp. 43-64. URL: <http://www.revue-pouvoirs.fr/La-privatisation-de-la-politique.html>.
- Copeaux, Étienne (1997). *Espaces et temps de la nation turque : analyse d'une historiographie nationale 1931-1993*, Paris, CNRS.
- Davutoğlu, Ahmet (2010). "Turkey's Zero-Problems Foreign Policy," *Foreign Policy*, May 2010, <http://foreignpolicy.com/2010/05/20/turkeys-zero-problems-foreign-policy/>
- Dorronsoro, Gilles (2005). « Introduction : mobilisations et régimes sécuritaires », in Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS-Éditions, pp. 13-30.

Duchacek, Ivo; Latouche, Daniel; Stevenson, Garth (1988). *Perforated Sovereignties and International Relations: Trans-Sovereign Contacts and Subnational Governments*, Westport, Greenwood Press.

Gayer, Laurent (2006). « La privatisation de la politique étrangère en Asie du Sud : entre modes privés d'action diplomatique et décharge diplomatique de l'État. L'exemple de la "diplomatie du cricket" entre l'Inde et le Pakistan », in *Annuaire français de relations internationales* 7, Paris/Bruxelles, La Documentation française, pp. 286-297. URL: http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/diplomatie_du_cricket.pdf.

Genieys, William ; Hassenteufel, Patrick (2012). « Qui gouverne les politiques publiques ? Par-delà la sociologie des élites », *Gouvernement et action publique* 2, pp. 89-115. DOI : 10.3917/gap.122.0089.

Hall, Peter (1993). "Policy Paradigms, Social Learning, and the State. The Case of Economic Policymaking in Britain," *Comparative Politics* 25 (3), pp. 275-296. DOI: 10.2307/422246.

Hibou, Béatrice (1998). « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique Internationale* 1, pp. 151-168. DOI : 10.3406/criti.1998.1363.

Jobert, Bruno ; Muller, Pierre (1987). *L'État en action*, Paris, PUF.

Kalın, Ibrahim (2011). "Soft Power and Public Diplomacy in Turkey," *Perceptions* 16 (3), pp. 5-23. URL: <http://sam.gov.tr/soft-power-and-public-diplomacy-in-turkey/>.

Kalyoncu, Mehmet (2008). *A Civilian Response to Ethno-Religious Conflict: The Gülen Movement in Southeast Turkey*, Somerset, Light.

Koç, Doğan (2013). "The Hizmet Movement and the Kurdish Question," in Bilgin, Fevzi; Sarihan, Ali (dir.) *Understanding Turkey's Kurdish Question*, Lanham MD, Lexington Books.

Kirk, Martha Ann (2011). *Hope and Healing, Stories from Northern Iraq where Persons Inspired by Fethullah Gülen Have Been Serving*. The Gülen Institute, http://www.guleninstitute.org/wp-content/uploads/2011/09/Hope_and_Healing_2.pdf.

Nye, Joseph S. (2013). "What China and Russia don't get about soft power," *Foreign Policy* April 2013. URL: <http://foreignpolicy.com/2013/04/29/what-china-and-russia-dont-get-about-soft-power/>.

Nye, Joseph S. (2008). *The Powers to Lead*, New York, Oxford University Press.

Nye, Joseph S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs.

Öktem, Kerem; Kadioğlu, Ayşe; Karlı, Mehmet (2012). *Another Empire? A Decade of Turkey's Foreign Policy under the Justice and Development Party*, Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları

Özcan, Gencer (2010). "The Changing Role of Turkey's Military in Foreign Policy Making," *UNISCI Discussion Papers* 23, pp. 23-46. URL: http://kms1.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/117255/ichaptersection_singledocument/e491fdd1-3e17-4de1-95c2-6d351599796a/en/Chapt.+2.pdf%2032.

Özdemirkıran, Merve (2013). *Construire un État, briser des tabous. Les hommes d'affaires de Turquie entre la construction du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et la politique étrangère de la Turquie*, thèse de doctorat, École doctorale de Sciences Po. Non publié.

Quesnay, Arthur (2011). *À travers le conflit communautaire de Kirkouk. Étude des rapports politiques entre le Front turkmène irakien et Ankara de 2002 à 2008*, Mémoire de master, Université Paris 1 Pantéon-Sorbonne. Non publié.

Robins, Philip (2002). *Suits and uniforms: Turkish foreign policy since the Cold War*, London, Hurst & Company.

şik, Ahmet (2014). *Paralel Yürüdük Biz Bu Yollarda* [Nous avons marché côte à côte sur ces routes], Istanbul, PostacıYayınevi.

Topalov, Christian (1999). « Le champ réformateur : un modèle », in Topalov, Christian (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 461-474.

NOTES

1. Cette complémentarité des activités étatiques et non-étatiques à l'international a été abordée par les travaux portant sur la privatisation de la politique étrangère, terme qui désigne les situations dans lesquelles les acteurs privés produisent leur propre politique étrangère, ou lorsque l'État sous-traite une partie de sa politique étrangère à ces acteurs (Constantin, 1999 ; Gayer, 2006).

2. Une nébuleuse réformatrice se définit par des règles de langage et des principes de légitimation, la structuration d'un système de position et des institutions spécifiques. Elle n'est cependant pas autonome et ne peut pas assurer des carrières à ses membres. Les acteurs de la nébuleuse réformatrice produisent « un sens commun ». Sur l'analyse du changement en politique publique, voir l'article de Genieys, Hassenteufel (2012).

3. Le mot *cemaat*, qui signifie « communauté » en turc, est souvent utilisé pour désigner des communautés religieuses en Turquie, et plus spécifiquement le mouvement de Fethullah Gülen.

4. Elle n'en reste pas moins très intéressante, autant pour les informations qu'il est possible d'y trouver que pour la stratégie d'autopromotion du mouvement qu'elle donne à voir.

5. Gouvernement régional du Kurdistan.

6. *Türkiye işadamları ve sanayiciler konfederasyonu*, la confédération des hommes d'affaires et des industriels de Turquie, est une association d'hommes d'affaires proche du mouvement Gülen.

7. Ce corpus d'entretien, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, présente certaines lacunes. Ainsi, il n'a pas toujours été possible de constituer des panels représentatifs pour les étudiants interrogés. La faible proportion d'étudiants issus de la communauté turkmène parmi les interviewés a cependant été palliée par l'exploitation d'autres entretiens effectués auprès d'anciens professeurs ou de représentants de partis politiques turkmènes en Turquie et au Kurdistan d'Irak. Par ailleurs, des interviews menés en Turquie en 2013 et en 2014 auprès de membres du corps diplomatique turc et d'experts dans le cadre d'un doctorat en cours sur la formation de la politique étrangère turque au Kurdistan d'Irak ont aussi indirectement contribué à cette recherche.

8. Le 17 décembre 2013, une série d'arrestations menées par la police turque a visé des hauts représentants de l'AKP et certains de leurs proches dans le cadre d'enquête sur des faits de corruption. La *cemaat* de Fethullah Gülen a été accusée par le gouvernement d'avoir orchestré cette vague d'arrestations. En réaction, de nombreux secteurs de la fonction publique ont connu d'importantes purges visant à limiter l'influence réelle ou supposée de la *cemaat* au sein des institutions étatiques. Le premier séjour de recherche

s'est déroulé en décembre 2011 et janvier 2012 alors que le second au cours du mois de juin 2014.

9. Cette expression désigne un mode de pensée qui doit son nom au traumatisme que constitua le traité de Sèvres d'août 1920. Ce traité vit les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale se partager certaines régions de l'Empire ottoman. Le syndrome de Sèvres désigne ainsi l'obsessive certitude en l'existence de complots fomentés par les puissances internationales (les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne) et leurs alliés à l'intérieur du pays (les minorités ethniques et religieuses) afin de se partager les richesses de la Turquie et profiter du caractère stratégique de sa situation géographique. Cette lecture est d'autant plus forte que l'article 62 du traité de Sèvres mentionnait la création d'un Kurdistan indépendant.

10. Interview de Gülçin Tahiroğlu avec Fethullah Gülen, *aktüel para*, 19/09/96, <http://fgulen.com/tr/turk-basininda-fethullah-gulen/fethullah-gulenle-tv-dergi-roportajlari/fethullah-gulen-dergi-roportajlari/1486-aktuel-para-aktuel-parada-gulcin-tahiroglu-ile>.

11. L'opération *Provide Comfort* a débuté en 1991 et fût arrêtée en 1996. Elle a réuni les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, les Pays-Bas et la Turquie dans le but de protéger et de venir en aide aux populations kurdes du nord de l'Irak à la suite de la guerre du Golfe. L'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au détriment de l'aviation irakienne en vue de prévenir une attaque telle que celle d'Halabja eut pour conséquence la mise en place d'une autonomie *de facto* de la région kurde vis-à-vis de l'État central irakien.

12. Entretien avec un ancien professeur, Erbil, janvier 2012.

13. Entretien avec un ancien professeur, Erbil, décembre 2011.

14. Entretien avec un professeur, Erbil, juin 2014.

15. Entretiens avec des représentants de L'ITC et de la Türkmeneli İşbirliği ve Kültür Vakfı (la fondation Türkmeneli pour la coopération et la culture, TIKV), Ankara et Erbil, mars et mai 2013.

16. Les bonnes relations nouées par la suite avec le parti de Jalal Talabani permettront cependant au mouvement d'ouvrir plus tard des établissements à Souleymaniyeh.

17. Entretien avec un ancien professeur ayant enseigné au cours des premières années d'installation des écoles Fezalar. Erbil, juin 2014.

18. Entretiens réalisés auprès d'anciens élèves des lycées ayant étudié dans les écoles au cours des années 2000. Erbil, janvier 2012, juin 2014.

19. Entretiens avec des professeurs ayant enseigné dans les écoles au cours des années 1990. Erbil, juin 2014.

20. En 2010, Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, souligne que « le *soft power* de la Turquie a augmenté en même temps que la démocratie a mûri » http://www.mfa.gov.tr/article-by-h_e_-ahmet-davutoglu-published-in-foreign-policy-magazine-_usa_-on-20-may-2010.en.mfa

21. Cet événement est désigné sous le nom de « *çival olayı* » en Turquie, en référence au sac de toile que les militaires américains ont mis sur la tête des officiers turcs durant leurs arrestations. Il a largement marqué l'opinion publique turque et a inspiré la série à succès et le film du même nom *Kurtlar Vadisi Irak* [La Vallée des loups, Irak] sorti en 2006.

22. *Electoral geography 2.0*, reprenant les résultats publiés par la commission électorale indépendante de l'Irak : <http://www.electoralgeography.com/new/en/countries/i/iraq/iraq-legislative-election-2005.html>.

23. Au début des années 1990, Turgut Özal alors président avait amorcé sans l'autorisation des institutions sécuritaires turques les premiers dialogues directs avec les leaders des partis kurdes irakiens Massoud Barzani et Jalal Talabani.

24. La plateforme Abant est une institution liée au mouvement de Fethullah Gülen fondée en 1998 qui organise des conférences et des débats sur des questions liées à la démocratisation du système politique turque : droits de l'homme, éducation, droits culturels des minorités kurde et alévie, etc.

25. Entretien avec des organisateurs de la conférence, Ankara, novembre 2013 et Erbil, juin 2014.

26. Entretien avec un ancien professeur, Erbil, juin 2014.

27. "Gülen's views, concern for Kurdish problem nothing new, report shows", *Today's Zaman*, novembre 2011 : <http://www.todayszaman.com/news-263069-gulens-views-concern-for-kurdish-problem-nothing-new-report-shows.html>.

28. Doğan Koç affirme que 289 institutions liées au mouvement Gülen ont enregistré 84 282 étudiants dans les régions de Adıyaman, Ağrı, Batman, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Elazığ, Hakkari, Gaziantep, Mardin, Muş, şanlıurfa, Siirt, şırnak, Tunceli et Van (Koç, 2013). Fehman Hüseyin, un cadre dirigeant du PKK, accuse les écoles de vouloir « assimiler les enfants kurdes », cité par *t24*, mars 2013, <http://t24.com.tr/haber/PKKdan-cemaat-dershanelerine-ve-haydi-kizlar-okula-kampanyasina-tepki/225703>.

29. Ergenekon est le nom d'une vallée mythique d'Asie centrale d'où seraient originaires les peuples turcs célébrée dans l'idéologie nationaliste turque. Entre 2007 et 2009, près de 300 personnes ont été arrêtées dans les milieux militaires et nationalistes sous prétexte de faire partie d'un réseau du même nom visant à renverser le gouvernement AKP. La référence à Ergenekon permet de souligner le caractère caché, antidémocratique, laïc du PKK, tout en sous-entendant l'existence d'un allié potentiel à l'étranger tel que les États-Unis (le réseau Ergenekon étant vu comme la continuité de l'organisation de l'OTAN Gladio en Turquie). Entretien avec un directeur d'une école Fezalar, Erbil, janvier 2012.

30. Les surveillants sont appelés *ağabey* « grand frère » ou *abla* « grande sœur ». Ils sont en charge de l'encadrement et de l'aide au devoir dans les dortoirs des établissements du mouvement Gülen. Il s'agit dans la majorité des cas d'anciens élèves des lycées ayant rejoint le mouvement, ou d'étudiants venant de Turquie.

31. Le nom choisit pour cette université est ainsi loin d'être neutre. Salaheddine Eyyubi, ou Saladin, est connu pour être le chef militaire musulman qui a repris Jérusalem aux Francs mais aussi pour ses origines kurdes, ce qui le rend porteur d'une double symbolique.

32. Entretien avec des étudiants à Erbil, janvier 2012 et juin 2014.

33. Entretien avec un étudiant ayant fait sa scolarité à Erbil, Erbil, décembre 2011.

34. Entretien avec une ancienne élève du mouvement, Erbil, janvier 2012.

35. Lors d'un entretien avec Ruşen Çakır lui demandant s'il n'y avait pas de préjugés contre les Kurdes d'Irak chez certains membres de la *cemaat*, le directeur des écoles Talip Büyük admit que « bien sûr certains ont pu dire "c'est trop de service pour eux" »

avant de souligner que le mouvement ne faisait pas la différence entre les peuples. Ruşen Çakır "Gülen cemaati 19 yıldır Irak Kürdistanı'na hizmet götürüyor", *Vatan*, 21/01/2013.

36. Le verset cité le plus souvent par ces interviewés est le suivant : « Ô Hommes! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez. Le plus noble d'entre vous, auprès d'Allah, est le plus pieux. Allah est certes omniscient et grand-connaisseur. » (49 ; 13 les appartements).

37. Entretiens réalisés à Erbil, juin 2014.

38. Parmi les groupes se réclamant de l'héritage de Saïd Nursi (mais n'étant pas *fethullahçı*), celui lié à la maison d'édition *Yeni Asya* (les *yeniasyacılar*) a publié des traductions en caractère latin des *Risale-i Nur* où les références à l'identité kurde de Saïd Nursi ont été estompées, voire effacées. À partir de 1993, un autre groupe de *nurcus* a publié dans la revue *Dava* (éditions Tenvir) les textes originaux des *risale-i nur* en les comparant aux traductions des éditions *Yeni Asya* afin de mettre en valeur les modifications opérées.

39. Entretiens avec des membres de la *cemaat* à Erbil, juin 2014.

40. Selon un cadre kurde irakien du mouvement, entretien à Erbil, juin 2014.

41. À propos de la relation entre l'AKP et la *cemaat* et des conditions de sa remise en question, voir notamment l'ouvrage d'Ahmet şık (2014).

42. Entretien, Erbil, juin 2014.

43. L'installation d'un consulat fait notamment partie des recommandations formulées à l'issue de la rencontre de la plateforme Abant d'Erbil en février 2009.

44. Le fait que certains membres du MIT, dont son directeur Hakan Fidan, proche de Recep Tayyip Erdoğan, aient été inquiétés en février 2012 par le procureur Sadettin Sarıkaya en charge du procès KCK du fait des négociations secrètes qu'ils auraient entreprises avec le PKK dans le cadre du processus d'Oslo serait ainsi lié à une initiative de certains juges proches de la *cemaat*.

45. Entretien avec le recteur de l'université d'Ishik, janvier 2012.

46. Le parti Gorran (parti du Changement) a notamment appelé à de profondes réformes du système politique au GRK et accompagna un important mouvement de protestations en 2011. Il appela notamment à la fin du système bipartisan fondé sur le partage du pouvoir entre PDK et UPK. Le parti Gorran est devenu le second parti du parlement régional du Kurdistan après le PDK en passant devant l'UPK aux élections de 2013. Entretien avec des membres des partis PDK et Gorran, Erbil, Souleymaniye, juin 2014.

47. Entretien à Erbil, juin 2014.

48. Il est extrêmement difficile d'évaluer la part des entreprises proches du mouvement de Gülen dans le total des échanges commerciaux entre la Turquie et le GRK. Un ancien correspondant d'un journal turc à Erbil évalue cependant à un peu moins de la moitié la part des entreprises proches de la *cemaat* dans ce commerce à la fin des années 2000.

49. Entretien à Kızıltepe, mars 2014.

50. Le gouvernement fédéral irakien et le GRK ne parviennent pas à s'entendre sur la manière dont doit s'exporter le pétrole exploité dans la région kurde du pays. Alors que l'État irakien souhaite que le pétrole soit vendu via l'entreprise irakienne Somo, la

région kurde vend au contraire directement son pétrole sur les marchés internationaux via le pipeline Kirkouk-Ceyhan. En mesure de rétorsion, le gouvernement Irakien a arrêté de verser à la région sa part du budget national, rendant impossible le versement des salaires des fonctionnaires et participant au déclenchement d'une grave crise économique dans la région kurde irakienne.

51. Le député BDP de Diyarbakır Altan Tan a ainsi pris à parti le président de la région autonome du Kurdistan irakien Massoud Barzani à propos de ces enregistrements lors d'un discours à la Grande Assemblée nationale de Turquie le 14 février 2014.

52. Voir l'édition du 26 février 2014.

53. Voir les éditions du 14 mars 2014.

54. Voir l'édition du 27 mars 2014.

55. Entretien avec l'auteur, Erbil, juin 2014.

56. Entretien avec l'auteur, juin 2014.

57. Entretien à Dohuk, juin 2014.

RÉSUMÉS

Afin d'analyser le rôle des acteurs privés dans la politique étrangère de la Turquie, cet article étudie l'action du mouvement de Fethullah Gülen au Kurdistan irakien de 1994 à 2014. Ce cas d'étude met en évidence le fait que des réseaux transnationaux comme le mouvement de Gülen participent à la production de la politique étrangère, et que cette participation varie en fonction de l'évolution des coalitions mobilisées pour le contrôle du pouvoir sur la scène nationale. Ainsi, le développement du mouvement de Gülen était en partie lié aux intérêts de la politique étrangère turque lorsque celle-ci était contrôlée par l'armée au début des années 1990. Il a ensuite participé à la production d'un nouveau paradigme sur le dossier kurde irakien au sein d'une « nébuleuse réformatrice » rassemblant bureaucrates et acteurs privés de divers horizons à la fin des années 2000. Suite au transfert de ce dossier de l'armée au ministère des Affaires étrangères et au développement des relations entre Ankara et Erbil, le mouvement de Gülen a progressivement été marginalisé, avant que l'Etat turc lui-même demande la fermeture de ces écoles suite au conflit entre l'AKP et la *cemaat* en décembre 2013.

This article addresses the role of private actors in Turkish foreign policy process, and more specifically the interactions between the Gülen movement and Turkish foreign policy towards Iraqi Kurdistan from 1994 to 2014. This case study brings to light the fact that the role of transnational networks in foreign policy depends on the evolution of power struggle between competing coalitions on the domestic scene. Therefore, the development of the Gülen movement's activities was partly linked with the army's foreign policy at the beginning of the 1990's. It then evolved and participated with a reformer nexus of various actors to the production of a new paradigm on the Kurdish file at the end of the 2000's. After the file transfer from the army to the MFA and the development of the relations between Ankara and Erbil, the Gülen movement started to be marginalized, and the Turkish state even asked for the closure of the schools after the crisis between the AKP government and the movement in December 2013.

INDEX

Keywords : Turkish Foreign Policy, private actors in foreign policy making, desecuritization and demilitarization process, Gülen Movement, Iraqi Kurdistan

Mots-clés : politique étrangère turque, coproduction de l'action publique, démilitarisation de la politique étrangère, mouvement Gülen, Kurdistan irakien

AUTEUR

YOHANAN BENHAIM

PhD Candidate Paris 1 Panthéon Sorbonne University

French Institute of Anatolian Studies (IFEA), Istanbul

yohanan.benhaim@live.fr